

Intitulé du projet : TRACAO - Evaluer la faisabilité d'un dispositif de traçabilité et de transparence dans la filière cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana

Lieu(x) de l'action	Coût de l'action	Rôle dans l'action	PTF - Partenaires techniques et financiers	Dates
Côte d'Ivoire, Ghana	50 000 €	Expertises cacao, forêt, marché, certification	EFI - European Forest Institute, Advocates for Biodiversity Conservation Ghana	septembre 2020 - février 2021

Objectifs et résultats de l'action

Objectifs principaux

Dans le contexte d'une demande croissante des pays consommateurs pour s'assurer que **le cacao qu'ils importent n'est pas issu de zones déforestée et respecte des standards minimaux de durabilité**, la cellule REDD+ de l'European Forest Institute (EFI) a confié à Nitidæ cette étude pour évaluer la faisabilité d'un dispositif de traçabilité et de transparence permettant de réduire les risques de déforestation, de travail des enfants et de garantir un **revenu décent** aux producteurs de cacao.

Objectifs spécifiques

OS1. Evaluer les dispositifs existants de traçabilité public et privé et les normes, labels et programmes de durabilité dans la filière cacao

OS2. Proposer des pistes d'amélioration et d'investissements pour un système de traçabilité et de transparence dans la filière à l'échelle de territoires pilotes

Bénéficiaires

Résultats

Définir des propositions d'approches juridictionnelles durables pour le cacao en Côte d'Ivoire afin de construire une stratégie multi-acteurs et multiscalaire pour investir la question de la durabilité au-delà de la filière cacao et ainsi s'attaquer à la racine des problèmes.

La stratégie (REDD+ dans les rares forêts restantes, certification territoriale à l'échelle régionale, investissements ciblés pour faciliter les réformes en cours...) est détaillée en priorisant les actions et en articulant les échelles internationales, nationales, juridictionnelles et locales pour les zones à haut risque de déforestation. Des régions pilotes dans lesquelles cette approche pourrait être testée sont identifiées sur la base de leur couvert forestier, l'implication antérieure des autorités régionales dans des processus de planification ou de gestion durable des ressources naturelles, la production régionale de cacao... Pour appuyer la mise en place de certifications territoriales, les indicateurs utiles sont détaillés ainsi que les nombreuses sources existantes.

Mise en sac des fèves pour la livraison au port au départ de la coopérative (Divo, 2017) Réaliser l'analyse et le *benchmark* des initiatives de développement durable dans les chaînes d'approvisionnement du cacao ivoirien et ghanéen.

Schéma des flux et points de contrôle de la traçabilité

Activités

Produire une étude sur l'état actuel des systèmes de traçabilité et de transparence privés et publics des chaînes d'approvisionnement en cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana.

Il souligne les défis d'une traçabilité fiable au niveau du premier kilomètre (du producteur au premier acheteur) et conclut que seules des approches de la traçabilité fondées sur un minimum de transparence ont une chance d'être fiables.

Dès les premières étapes, la séparation des lots n'est pas toujours appliquée

Ce rapport analyse les évolutions et les critères des approches de durabilité (label indépendant, programme des entreprises, normes internationales, politiques nationales...) existants dans la filière cacao. D'abord traduite dans une approche basée sur des labels indépendants, la durabilité a ensuite été intégrée aux programmes internes des entreprises puis à des normes internationales ou des politiques publiques. Ces évolutions de forme ne permettent pas de lever les verrous techniques limitant un bon suivi de la durabilité (mesure et suivi de la déforestation, estimation du couvert forestier, gouvernance entre coopératives et acheteurs) et n'impactent finalement que peu le contenu de la définition de la durabilité. Les approches restent centrées sur la réforme de la filière alors que la plupart des problèmes de durabilité (travail des enfants, déforestation, revenus des producteurs) s'enracinent ailleurs. Ce rapport conclut ainsi que les principaux enjeux liés à la déforestation (mais aussi au travail des enfants, souvent présent sur les mêmes territoires) se jouent à l'échelle des politiques publiques et des capacités de régulation des collectivités. Il recommande en ce sens de travailler sur des modèles de certification territoriale et/ou juridictionnelles en identifiant une série d'indicateurs de durabilité pertinents (d'après l'approche *Landscape*) et les bases de données correspondantes, qui pourraient être suivis à l'échelle des territoires.